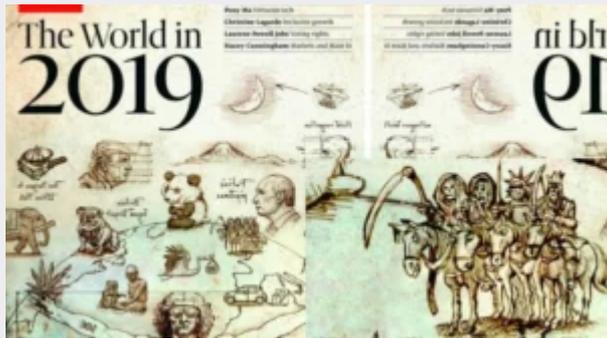


## Maladie, guerre et famine : le troisième cavalier du mondialisme approche au galop



[Source: strategika.fr]

Par Alexandre Keller de [t.me/kompromatmedia](https://t.me/kompromatmedia)

Aux Etats-Unis, le rationnement des ventes d'aliments pour bébés a débuté, rapporte *USA Today*. Dans un contexte de flambée des prix et de rupture de stock, certaines pharmacies et supermarchés limitent les achats à trois produits pour tout-petits en magasin et en ligne.

En France comme en Europe, les rayons de supermarchés se font toujours plus clairsemés. Il ne manquerait que le signal d'envoi des médias de masse, un gros titre sur BFM plutôt que des articles et entrefilets épars jusque-là pour déclencher un «panic buying».

2020 : Emmanuel Macron déclare la «guerre» au Covid et cite l'Apocalypse selon Jean : «La Bête de l'événement est là». Le service de fact-checking du *Monde* eut beau se démener pour expliquer que le président de la République, «amateur de références littéraires, religieuses ou intellectuelles», n'avait pas vraiment dit ce qu'il disait, l'annonce reste curieusement mystique.

Mars 2022 : en pleine campagne présidentielle, l'ex-banquier prévient qu'une «crise alimentaire sans précédent arrive». Au téléphone avec Vladimir Poutine, le président réélu s'inquiète de la «sécurité alimentaire mondiale». Devant les caméras, il en impute la responsabilité à la Russie, évidemment.

Or, comme souvent, c'est le contraire qu'il faut comprendre : l'Occident, par sa prédation économique et militaire, son messianisme impérial, a provoqué la crise alimentaire qui s'annonce.

## L'UE organise sa propre pénurie alimentaire

Acteur irrationnel en apparence, l'Union européenne (UE) cherche à tout prix à couper ses relations commerciales avec la Russie. Irrationnel, car les Etats membres n'ont aucun intérêt, géopolitique comme économique, à se priver de l'énergie et du marché russes. L'Allemagne, dirigée par un gouvernement atlantiste, pourrait voir son puissant complexe industriel périr, alors

que ses coûts de production ont bondi de près de 30%.

L'UE démontre la même absence de logique pour la sécurité alimentaire, alors que la Russie et l'Ukraine représentent 30% des exportations mondiales de céréales. En 2019, la Biélorussie, la Russie et la Chine, tous des adversaires de l'Empire américain et de ses vassaux européens, se classaient parmi les quatre premiers exportateurs de potasse (engrais) derrière le Canada...

Acteur rationnel, elle, la Russie a déjà imposé une interdiction d'exportation de sa production de céréales. Le 5 avril, Vladimir Poutine a pris des mesures pour augmenter la production de 3% par an. Le Kazakhstan, sixième exportateur mondial de blé et qui approvisionne plus de 70 pays, a également annoncé une restriction de ses exportations de céréales. Les sanctions européennes, décidées dès 2014 sur ordre américain, ont agi en réalité comme une mesure protectionniste en faveur de la Russie et dopé son agriculture...

Troisième exportateur mondial en 2005, la France s'est déclassée en sixième position. Un déclin qui s'accélère : en 10 ans, c'est le pays qui affiche le plus fort recul au monde. La politique agricole commune (PAC) de Bruxelles est passée par là.

## La nourriture, c'est du pétrole

Dans un système économique où le pétrole est partout, des plastiques aux carburants, la sécurité alimentaire est étroitement dépendante de l'approvisionnement en hydrocarbures.

Dans le monde de la nourriture industrielle, l'or noir est un intrant vital de l'agriculture. Il est nécessaire pour faire tourner les machines agricoles ; à la pétrochimie pour fabriquer les produits phytosanitaires et les pesticides ; à la production des tourteaux de soja qui engraisent les bœufs ; à la transformation des produits par l'industrie agroalimentaire ; pour les emballages ; à la chaîne logistique qui alimente les supermarchés...

Tandis que les gouvernements des pays de l'Union expliquent à la population qu'il va falloir se priver de chauffage et s'habituer à une inflation record, l'UE tente, de façon absurde, d'imposer un sixième paquet de sanctions contre la Russie, notamment un embargo sur le pétrole d'ici à la fin de l'année 2022 malgré les réticences croissantes de certains pays.

Une dérogation était prévue pour amadouer la Hongrie, mais elle s'est avérée insuffisante pour le Premier ministre hongrois Viktor Orbán qui a tapé du poing sur la table. «Un embargo «équivaldrait à une bombe nucléaire larguée sur l'économie hongroise», a-t-il rétorqué à la présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, rappelant le «droit souverain de chaque pays sur son mix énergétique». Et de rappeler : « Nous avons clairement signifié dès le début qu'il y avait une ligne rouge : l'embargo sur l'énergie ».

La presse mainstream et l'AFP ont tenté d'expliquer que la Hongrie était dans un cas particulier en raison de sa dépendance aux hydrocarbures russes, mais c'est en réalité la situation, peu ou prou de tous les vassaux de Bruxelles... et du monde entier.

## L'OPEP, proche de la Russie, refuse d'ouvrir le robinet

S'exprimant lors du forum mondial de l'énergie de l'Atlantic Council, le 28 mars à Dubaï, le ministre de l'Énergie des Emirats arabes unis, Suhail al-Mazrouei, a ironisé sur la position des Occidentaux : «Lors de la COP 26 [sur le climat], tous les pays producteurs se sont sentis indésirables [...] Aujourd'hui, parce qu'ils veulent qu'on augmente notre production, on est à nouveau des super héros. Mais ça ne marche pas comme ça».

Les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), menés par Ryad, et leurs dix partenaires conduits par Moscou (Opep+), devraient s'en tenir à une hausse de 400.000 barils par jour, insuffisante pour compenser le choc sur l'offre qu'entraînerait un embargo sur le pétrole russe décrété par Bruxelles. «A moins que quelqu'un ne soit prêt à fournir 10 millions de barils par jour, on ne peut pas remplacer les Russes», a souligné Suhail al-Mazrouei.

Pour rappel, la Russie était en 2019 le troisième pays producteur, avec 12,6% du pétrole mondial, devant le Canada et l'Irak (5,1%), un de ces pays que l'empire états-unien a détruits. La Libye, rasée par l'OTAN, est tombée au 21e rang... Depuis 20 ans, la politique américaine d'élimination par la guerre de ses concurrents mène l'Europe à la pénurie.

## Guerre de Washington contre l'Europe

Les Etats-Unis, grâce aux investissements dans le secteur des schistes, sont redevenus premier exportateur mondial de pétrole depuis 2015, situation inédite depuis 1975. En clair : depuis 2015, les Etats-Unis a de l'énergie à vendre, et non plus à acheter. L'Amérique du Nord et l'Europe n'ont plus les mêmes intérêts géopolitiques.

Reste donc l'Europe, presque sans pétrole local, et qui paie le prix de la soumission de ses élites au projet séculaire de la géopolitique anglo-saxonne : couper la péninsule européenne et son potentiel technologique et industriel du vaste *hinterland* russe.

En compromettant durablement la diversification de l'approvisionnement en énergie, l'Empire américain s'assure ainsi de la soumission de l'Europe. Dans le monde d'avant le coup d'Etat de l'«Euromaidan» de 2014, l'Ukraine se trouvait exactement sur le chemin des gazoducs acheminant l'énergie russe au complexe industriel européen...

La France, dont l'influence géopolitique s'effondre, n'a plus la maîtrise

complète du gaz algérien comme du temps de son empire colonial. En Russie, l'éviction de Total a débuté avec la mort étrange de son PDG, Christophe de Margerie, en 2014. Le dirigeant avait dénoncé l'hégémonie du dollar dans le monde, notamment dans le secteur pétrolier et il évoquait les avantages souverainistes d'acheter le pétrole dans une autre devise que le billet vert.

Alors, où donc est la rationalité de l'Europe comme acteur géostratégique ?

## Convergence des agendas de l'OTAN, de l'UE et de Davos

«Pour une raison quelconque [religieuse ?], les mondialistes aiment nous dire ce qu'ils sont sur le point de faire», relève Brandon Smith, dans un article traduit et publié par Strategika. Le journaliste indépendant note que les grandes crises – financières, économiques ou sanitaires – sont presque toujours annoncées par les organes globalistes que sont l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations unies (ONU) ou le Fonds monétaire international. En 2020, bien avant la guerre en Ukraine, mais en pleine hystérie pandémique, l'ONU s'alarmait déjà d'une future pénurie alimentaire.

A ces organismes trans- et supranationaux, il faut ajouter les organisations oligarchiques a-nationales. Parmi celles-ci, le Forum économique mondial ou encore l'Alliance du vaccin (Gavi), cher à Bill Gates, promeuvent le mélange des genres entre public et privé.

Le milliardaire non élu et von der Leyen ont lancé en novembre 2021, sans aucun contrôle de quelque parlement de quelque Etat européen que ce soit, le programme Catalyst, développé par Breakthrough Energy. Cette structure parapluie comprend plusieurs organisations fondées par Bill Gates en 2015, qui visent à accélérer l'innovation dans les énergies durables et dans d'autres technologies pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Breakthrough Energy est financé, entre autres, par BlackRock.

Dans ce monde post-démocratique, celui de la gouvernance privé/public et du néo-despotisme éclairé, une population affaiblie, appauvrie, en demande de sécurité sanitaire et alimentaire, et convaincue de la réalité du réchauffement climatique d'origine anthropique, serait prête à accepter sans discuter, après de longues années de fabrique du consentement, les solutions malthusiennes et transhumanistes du Forum de Davos.

D'après l'Évangile selon Jean, où figure une mention du «nombre de la Bête», chère à Emmanuel Macron, quatre cavaliers annoncent l'Apocalypse (aussi appelée Révélation de Jésus-Christ. Un premier cheval est monté par l'Antéchrist. Avec la maladie et la guerre, un troisième cavalier sur un cheval noir annonce la famine.

«Le pouvoir leur fut donné sur le quart de la terre, pour faire périr les hommes par le glaive, par la famine, par la mortalité, et par les bêtes

sauvages de la terre», raconte la Bible.

Pour une élite aux prétentions eschatologiques et démiurgiques, cela peut faire aussi sens, quitte à l'inverser.

Alexandre Keller, pour Strategika

---